

Flash marchés hebdomadaire

Semaine du 6 au 13 février 2026

UNE SEMAINE SUR LES MARCHÉS*

L'emploi américain tient bon

- La semaine a été favorable aux marchés obligataires mondiaux et particulièrement aux États-Unis, où le taux à 10 ans américain a touché son niveau le plus bas depuis le début de l'année, à 4,05 %. Un chiffre d'inflation rassurant, ainsi que des informations selon lesquelles la Maison Blanche pourrait décider de réduire certains droits de douane (sur l'aluminium et l'acier), ont contribué à créer un environnement porteur pour les obligations.
- La rumeur relative à une possible réduction des tarifs douaniers intervient dans un contexte politique intérieur toujours tendu pour les Républicains, à l'approche des élections de mi-mandat, alors que Donald Trump perd en popularité dans les sondages. L'inflation – et plus généralement la question du pouvoir d'achat – demeure l'enjeu central de la campagne. Par ailleurs, une étude publiée par la Fed de New York, largement relayée dans la presse, montrant que 90 % des droits de douane imposés sous l'administration Trump sont finalement supportés par les entreprises et les consommateurs américains eux-mêmes, et non par les exportateurs étrangers, a sans doute renforcé une volonté d'agir par la Maison Blanche.
- Les performances sont contrastées sur les marchés boursiers mondiaux. Le Japon reste en tête depuis l'écrasante victoire de Sanae Takaichi, tandis que les bourses européennes continuent de surperformer les marchés américains, ces derniers pénalisés par des inquiétudes que l'Intelligence Artificielle puisse bouleverser fondamentalement les modèles économiques et réduise la rentabilité dans un large éventail de secteurs. En Europe, 40 % des entreprises du Stoxx 600 ont publié leurs résultats, et 52 % d'entre elles ont dévoilé des bénéfices supérieurs aux attentes.

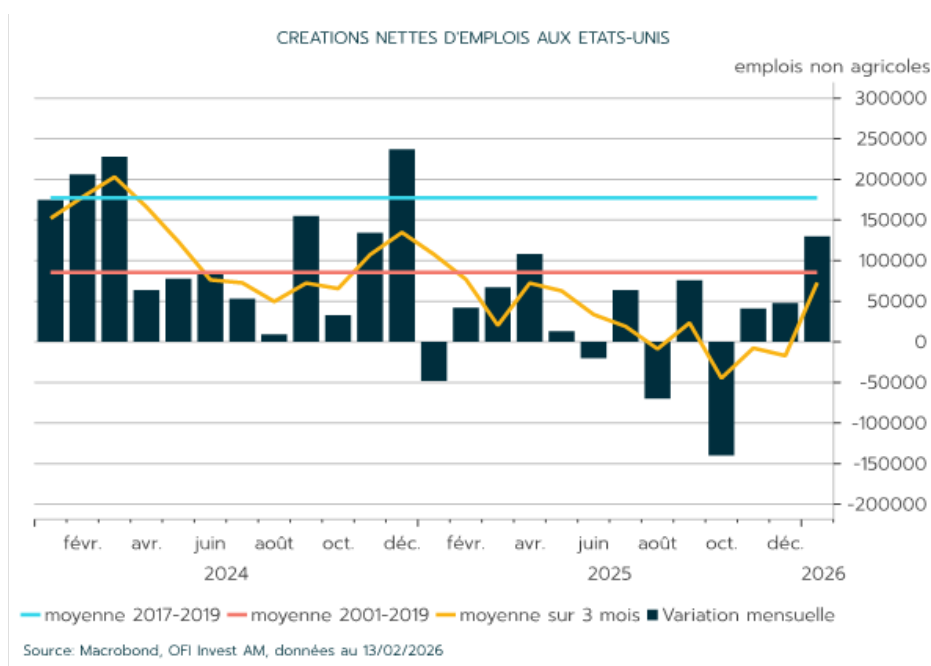
LES NOUVELLES MACROÉCONOMIQUES DE LA SEMAINE

- La semaine a été marquée par des nombreuses publications de statistiques américaines. Les ventes au détail ont été inférieures aux attentes en décembre (-0,2% en volume), mais compte tenu de la bonne dynamique d'octobre et novembre, la consommation totale privée devrait terminer 2025 avec une croissance entre 2 % et 3 % (annualisée). Par ailleurs, l'éventail des données disponibles sur le marché de l'emploi ne montre pas de signes de dégradation supplémentaire, mais plutôt une stabilisation, ce qui devrait également soutenir la consommation.
- Selon le dernier rapport sur l'emploi, en janvier il y a eu 130 000 créations d'emplois contre 65 000 anticipées. Les surprises sont fréquentes en janvier, car janvier est aussi le mois où le Bureau of Labor Statistics (Bureau des statistiques du travail) révisé les facteurs d'ajustement saisonniers des modèles et, cette année également le modèle qui estime les créations et destructions d'emplois liées aux ouvertures et fermetures d'entreprises (sans ce dernier on aurait tendance à sous-estimer les créations d'emplois en phase d'expansion et à sous-estimer les destructions en période de contraction). Mais au-delà des détails techniques, le rapport a été bon, même si un tel rythme de créations d'emplois ne nous semble pas soutenable pour la suite compte tenu de la baisse de l'immigration. La stabilisation de l'emploi est d'ailleurs corroborée par la légère baisse du taux de chômage de 4,4% à 4,3 %. Le seul bémol est que les créations d'emplois restent très concentrées dans le secteur de la santé et, ce mois-ci, dans celui de la construction, tandis que la plupart des autres secteurs n'affichent que des créations modestes.
- Enfin, la croissance des salaires en glissement annuel a reculé à 3,7 % (après 3,8 % en décembre), une dynamique compatible avec la cible d'inflation de la banque centrale compte tenu du niveau élevé de

productivité. Sur le front des prix à la consommation, l'inflation totale recule de 2,7 % en décembre à 2,4 % en janvier, portée notamment par la baisse des prix de l'énergie, tandis que le repli de l'inflation sous-jacente demeure plus progressif, passant de 2,6 % à 2,5 %.

- Janvier est traditionnellement un mois où l'inflation peut réserver de mauvaises surprises, puisqu'il est souvent utilisé pour augmenter les prix : une étude récente de la Fed de Boston montre que la fréquence des hausses de prix est plus élevée en janvier que durant le reste de l'année. Mais cette année, l'inflation n'a pas réservé de mauvaises surprises. En effet : l'inflation des biens recule et la plupart des hausses de prix liées aux tarifs semblent être passées, la suppression éventuelle de certains droits de douane, évoquée par la Maison Blanche, va également dans ce sens. L'inflation du logement recule à 3 %, un niveau plus confortable, et il y a une certaine marge pour une légère modération supplémentaire. La dynamique des prix des services (hors logement) reste plus persistante, mais est tirée à la hausse ce mois-ci par l'une de ses composantes les plus volatiles : les tarifs aériens.
- Si les tendances de fond demeurent bien orientées, l'inflation sous-jacente américaine reste encore élevée pour que le comité de politique monétaire envisage une baisse des taux à très court terme, si on n'a pas une dégradation du marché du travail. Nous restons dans l'idée que la barre est haute pour avoir des baisses de taux directeurs sous l'ère Powell (il lui reste encore deux réunions en tant que président, en mars et en avril). Les baisses devraient plutôt intervenir plus tard dans l'année, une fois que Kevin Warsh sera installé comme nouveau président de la Réserve fédérale américaine (Fed).
- Le Congressional Budget Office (Bureau du budget du Congrès) a publié les prévisions budgétaires officielles pour la prochaine décennie aux États-Unis. Selon les dernières projections, le cumul des déficits sur 2026-2035 augmente de 1,4 trillion de dollars par rapport aux prévisions de janvier 2025, essentiellement en raison de la nouvelle législation. Les coûts de la loi de réconciliation de 2025 (« One Big Beautiful Bill ») et des mesures administratives sur l'immigration ne sont que partiellement compensés par la hausse des droits de douane (les recettes douanières étant estimées à environ 3 000 Md\$). Sur l'horizon de prévision, le déficit total passerait de 5,8 % du PIB en 2026 à 6,7 % en 2036, avec une charge de la dette qui augmenterait de 3,3 % à 4,6 % sur la même période.

LE GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



	13/02/2026	06/02/2026	Variation hebdo.	Variation / fin 2025
Actions			%	%
CAC 40	8 312	8 274	0,5%	2,0%
S&P 500	6 836	6 932	-1,4%	-0,1%
Taux	%	%	Points de base	Points de base
10 ans US	4,05	4,21	-16	-12
10 ans Allemagne	2,76	2,84	-8	-10
10 ans France	3,34	3,45	-11	-22
10 ans Italie	3,36	3,47	-11	-19
Ecart de rendement	Points de base	Points de base		
10 ans Italie-Allemagne	61	62	-1	-9
Volatilité actions US			Ecart hebdo.	Ecart / fin 2025
VIX	17	15	2	2
Source Bloomberg - Indices actions hors dividendes en devise locale				

Achevé de rédiger le lundi 16 février 2026 par Ofi Invest Asset Management
Ombretta SIGNORI, directrice de la recherche macroéconomique et stratégie
et **Romain FAQUET**, économiste et macro-stratégiste

Information importante

Cette communication publicitaire est établie par Ofi Invest Asset Management, société de gestion de portefeuille (APE 6630Z) de droit français agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous l'agrément n° GP92012 – n° TVA intracommunautaire FR51384940342, Société Anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 957 490 euros, dont le siège social est situé au 127-129, quai du Président Roosevelt 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 384 940 342. Cette communication publicitaire contient des éléments d'information et des données chiffrées qu'Ofi Invest Asset Management considère comme fondés ou exacts au jour de leur établissement. Pour ceux de ces éléments qui proviennent de sources d'information publiques, leur exactitude ne saurait être garantie. Les analyses présentées reposent sur des hypothèses et des anticipations d'Ofi Invest Asset Management, faites au moment de la rédaction du document qui peuvent être totalement ou partiellement non réalisées sur les marchés. Elles ne constituent pas un engagement de rentabilité et sont susceptibles d'être modifiées. Cette communication publicitaire ne constitue pas une recommandation, un conseil ou une offre d'acheter des produits ou services présentés ou gérés par Ofi Invest Asset Management. Ofi Invest Asset Management décline toute responsabilité quant à d'éventuels dommages ou pertes résultant de l'utilisation en tout ou partie des éléments y figurant. Avant d'investir dans un OPC, il est fortement conseillé à tout investisseur, de procéder, sans se fonder exclusivement sur les informations fournies dans cette communication publicitaire, à l'analyse de sa situation personnelle ainsi qu'à l'analyse des avantages et des risques afin de déterminer le montant qu'il est raisonnable d'investir. FA26/0750/M